

**Lutte contre les maladies
émergentes - Colloque international
organisé par l'INSERM sur les
maladies émergentes et les vaccins -
Intervention de M. François
Hollande, président de la
République
(Paris, 21 février 2017)**

Monsieur le Président, Cher Yves Lévy,

Monsieur le Conseiller spécial, Docteur Thore Gogal,

Monsieur le Directeur adjoint, Docteur Frédéric Kristensen,

Monsieur le Président de l'université, Monsieur Dardel,

Mesdames, Messieurs, je tenais à être parmi vous pour cette rencontre, parce que je mesure l'enjeu.

J'ai eu, comme l'a dit Monsieur Yves Lévy, l'occasion de mesurer ce que peuvent être les conséquences d'une épidémie. Je m'étais rendu en effet en Guinée, lors de ce qui était la plus grave crise sanitaire de ces dernières années, lorsque le virus Ebola pouvait détruire des familles entières et menacer des vies. Je rappelle qu'il y a eu plus de 11.000 morts suite à cette épidémie, 25 fois plus que durant les 40 précédentes années. Et il a fallu plus de trois ans pour que la situation puisse être enfin contrôlée.

De ce drame humain, nous en avons tiré une conclusion qui est que notre monde n'est pas suffisamment préparé pour lutter contre les épidémies. Nous avons aussi été conscients que, partout dans le monde, au Sud comme au Nord, il y avait l'émergence d'épidémies possibles localisées ou d'une pandémie dont la mortalité pouvait être imprévisible, quant à la morbidité, elle pouvait porter sur des générations immédiatement touchées, mais aussi sur la génération suivante, comme on a pu, malheureusement, l'observer avec l'épidémie du virus Zika, où des anomalies très graves sont apparues chez les enfants primo-infectés.

Alors la réunion d'aujourd'hui a pour but de réfléchir à la stratégie qui doit être la nôtre pour faire face à ces maladies émergentes, et l'utilisation, et la recherche vaccinale, il s'agit à la fois d'éviter la diffusion de la maladie, lorsqu'elle est installée, mais aussi de prévenir le développement de l'infection, et même de l'anticiper en détectant les menaces. Dans cette perspective, l'organisation et la coordination de la recherche sont primordiales, et c'est le rôle

de la France que de s'organiser à travers le consortium REACTing, porté par l'INSERM.

Mais je dois aussi être lucide et clair. La lutte contre les maladies émergentes passe d'abord par les vaccins, et c'est le sujet que le CEPI et l'INSERM ont décidé de traiter. Je veux saluer le rôle du CEPI dans le développement des nouveaux vaccins, et le CEPI est en quelque sorte un pont entre l'OMS et le GAVI, pour que la continuité soit assurée entre la définition d'une politique vaccinale, et la délivrance effective des vaccins.

Nous devons aussi veiller - vous avez insisté là-dessus, et vous avez eu raison - à ce que les coûts de développement des vaccins ne soient pas des obstacles qui pourraient mettre en cause nos ambitions sanitaires. La France doit y prendre toute sa part, et en même temps que nous confirmions les engagements de la France à travers le Fonds Sida, nous avons aussi voulu contribuer financièrement à GAVI, à hauteur de 280 millions de dollars. Pour la période 2016-2020 le partenariat entre GAVI, la Fondation GATES et l'Agence de développement, Agence française de développement, permettra que la France puisse contribuer à hauteur de 100 millions d'euros à cette politique en faveur des pays du Sahel.

Nous sommes aussi conscients que les populations, et nous en avons eu encore la preuve en Guinée et dans d'autres pays, ne sont pas forcément préparées à accepter les vaccins. Donc produire les vaccins, trouver les vaccins, tout cela est nécessaire, mais n'est pas suffisant, et nous devons respecter les habitudes des populations, les connaître, et expliquer aussi à ces populations, sans relâche, et avant même que la crise ne soit réapparue, quel était l'intérêt pour elles d'utiliser des vaccins, et donc de les rendre acceptables.

Votre réunion d'aujourd'hui permet aussi de réfléchir aux défis qui sont les nôtres dans la période qui vient, je pourrai en identifier trois de ces défis. D'abord, le défi scientifique, vous avez rappelé que la science a permis d'identifier plus de 20 agents infectieux potentiellement dangereux, et pour lesquels nous ne disposons, ni de médicaments, ni de vaccins. Il faut sans aucun doute mettre en place des plateformes vaccinales, comme cela a été proposé par le secrétaire général des Nations unies en juin 2016, afin de rationaliser et d'optimiser la recherche, mais nous voyons bien que l'enjeu, c'est la recherche.

Et que nous ne pouvons pas laisser le monde dans une forme d'incertitude, il y en a suffisamment, dans des risques qui n'auraient pas été appréhendés, et on nous ferait le reproche - à la fois aux responsables politiques, mais aussi à ceux qui sont dans les organismes de recherche - de ne pas avoir anticipé, de ne pas avoir préparé, et de ne pas avoir - après l'identification de ces agents infectieux - mis en place une stratégie vaccinale. C'est pour nous le premier défi que nous devons relever.

Le second est forcément financier et économique. Économique, parce que la prévention des crises sanitaires est la meilleure façon d'assurer la cohésion des sociétés, et on voit bien ce que Ebola a pu bousculer, bouleverser dans les économies des pays qui ont été touchés par le virus.

Alors, au-delà de cet enjeu économique, il y a l'enjeu financier, car la recherche avancera d'autant plus vite que l'on pourra mettre en place des partenariats entre public et privé, cela a été le cas des actions PREVAC et EBOVAC, menées en Guinée, au Liberia, en Sierra Leone,

au Burkina Faso, et l'INSERM a été le partenaire de ces industriels. Et nous, nous sommes très attachés à ce que nous puissions avoir cette confiance entre des organismes publics de recherche et des partenaires privés, qui doivent être absolument associés, et c'est le sens de l'engagement du CEPI. C'est la raison pour laquelle nous y attachons beaucoup de prix.

Le troisième défi - j'allais dire - est éthique. Comment concilier la promotion de l'innovation et l'accès aux médicaments coûteux, faire en sorte que les systèmes de santé puissent être soutenables, et qu'en même temps, nous puissions offrir à ceux qui sont touchés par une maladie - surtout si elle est émergente - les conditions d'un soin et de la guérison ? C'est un problème moral, parce qu'il n'est pas posé que dans les pays du Nord, il est posé partout dans le monde. Comment accepter qu'une famille vivant dans le dénuement le plus complet, qui, néanmoins a accès à toutes les informations grâce à Internet, puisse comprendre qu'elle ne peut pas bénéficier du traitement qui a été inventé, au prétexte qu'il est trop cher.

On imagine ce que pourraient être des soulèvements dans beaucoup de pays face à cette inégalité. Comment accepter que l'on soit soigné au Nord et que l'on ne le soit pas au Sud, dès lors que c'est simplement pour des raisons financières ? Cette question se pose également dans les pays développés, et c'est un arbitrage qu'il faut chaque fois rendre au plus haut sommet de l'État, pour savoir ce qui doit être remboursé, ce qui ne doit pas l'être, et surtout, ce qui doit être accessible à tous, y compris lorsque ce sont des traitements extrêmement coûteux. À quel âge peut-on encore en avoir le bénéfice, sous quelles conditions, qui en décide ? Voilà les défis éthiques qui sont posés.

J'ai voulu que cette question puisse être abordée dans les réunions internationales, et notamment au G7 - cela a été le cas en mai 2016 - j'avais effectivement prononcé à Lyon, avec le président Zuma, un discours, pour que nous puissions agir ensemble, et que les ministères de la Santé concernés puissent s'organiser par rapport à un tel enjeu. Ce groupe de travail s'est réuni en janvier dernier et va produire ses conclusions, mais nous devons, là, souligner qu'il s'agit sûrement d'un des grands thèmes de ce que sera la négociation à l'échelle internationale pour les prochaines années.

Comment avoir un système de santé à l'échelle de la planète, comment faire en sorte qu'il puisse y avoir une politique de recherche qui soit également décidée à un niveau global ? Comment permettre que la population puisse être sûre que les traitements pourront lui être apportés dans des conditions qui soient acceptables ? Et comment prévenir, comment agir avant qu'il ne soit trop tard ? C'est toute la question des stratégies vaccinales qui est ainsi posée, en traitant des maladies émergentes, en traitant des vaccins, vous contribuez à donner des éléments essentiels pour que ce débat puisse être animé, et surtout tranché.

Alors, je tenais, par ma présence, ici, à votre réunion, vous confirmer ce qu'est la position de la France, vous dire que nous considérons que la question que vous traitez est essentielle pour la sécurité, ici, sanitaire, dans mon pays, mais également à l'échelle internationale, et qu'à un moment où le repli sur soi, où une tentation de penser qu'il peut y avoir des murs, que l'on peut ériger des frontières qui ne pourraient jamais être traversées, s'il y a une démonstration que l'on peut apporter, c'est qu'en matière d'épidémie, on peut bâtir des murs, demander même aux voisins de financer, la maladie viendra de toute façon. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)